

Communiqué de la Cgt - groupe Éditis

Vente ou pas vente... On nous doit une réponse !

Les rumeurs actuelles sur la vente d'Éditis montrent à quel point le salarié n'est qu'un pion sur le vaste monopoly mondial. Nos directions se cachent derrière le sempiternel : "Je ne sais rien, c'est lui qui sait" mais c'est qui "lui" au juste ?... Wendel, bien sûr !

Mais chez Wendel y'a personne pour répondre ! Ce n'est rien d'autre qu'un fonds d'investissement avec pour seul langage celui des chiffres. D'ailleurs, la rentabilité à deux chiffres qu'il exige n'a jamais été aussi prégnante au sein du groupe Éditis.

Dans la globalisation de l'économie et la course aux profits, les sociétés de capital-investissement (puisqu'elles préfèrent ce doux nom à celui de fonds d'investissement) sont derrière chaque entreprise, quel que soit son secteur d'activité. Dans le cas des laboratoires pharmaceutiques (comme Mérieux détenu un temps par Wendel), la rentabilité fait passer l'humain au second plan, quand elle ne nuit pas à son intégrité (voir l'affaire des vaccins)...

Une chose est sûre, l'opacité la plus totale règne sur ces fonds. Le seul intérêt qu'ils portent aux entreprises c'est l'argent qu'elles peuvent leur rapporter immédiatement et les rumeurs font partie du jeu pour faire monter les prix... L'économie est virtuelle, elle n'est plus basée sur ce que nous produisons. Le livre est dématérialisé mais, plus grave, les femmes et les hommes aussi !

Nos investisseurs disent prendre des risques, énormes... Mais la rémunération qu'ils en tirent est sans commune (et surtout éthique) mesure. En revanche, ce sont les salariés qui supportent ces risques. En cas d'échec, ils en partageront le coût, s'ils ne perdent pas leur emploi. En cas de réussite, ils n'obtiendront guère plus que le maintien du statu quo.

Dans tous les cas, la pression s'exercera sur leurs salaires et leurs conditions de travail.

Voilà pourquoi nous exigeons plus de démocratie dans l'entreprise et demandons aux pouvoirs publics de réglementer toutes ces sociétés de capital-investissement et de donner aux représentants de salariés des droits nouveaux.

**Être associé à notre avenir
c'est bien la moindre des choses
que l'on doit obtenir !**